



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MAYOTTE**

**Recueil**  
**des Actes Administratifs**  
**de la Préfecture de Mayotte (RAA)**

**Édition Spéciale N° 4**

Mois de : **FEVRIER 2014**

**DATE DE PARUTION : 15 Février 2014**

**IMPORTANT**

**Le contenu intégral, des textes et/ou documents et plans annexés, peut être consulté auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée**

SOMMAIRE Édition SPECIALE du mois de FEVRIER 2014

<b>SECRETARIAT GENERALE POUR LES AFFAIRES REGIONALES (SGAR)</b>		
<b>ARRETE N° 2014-1720 relatif à la mise en œuvre du décret N°2014-1316 du 27 décembre 2013 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de Mayotte</b>	<b>15/02/14</b>	<b>3</b>
<b>ARRETE N° 2014-1721 réglementant les prix des produits pétroliers dans le département de Mayotte</b>	<b>15/02/14</b>	<b>2</b>



**PREFET DE MAYOTTE**

**SECRETARIAT GENERAL  
POUR LES AFFAIRES  
ECONOMIQUES ET  
REGIONALES**

**ARRETE N° 2014 – 1720 –**

**Relatif à la mise en œuvre du décret N° 2014-1316 du 27 décembre 2013 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de Mayotte**

LE PREFET DE MAYOTTE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU La loi n°2001-616 du 11 juillet 2010 relative à Mayotte ;
- VU La loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU Le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU Le décret du 31 janvier 2013 du Président de la République française nommant Monsieur Jacques WITKOWSKI, préfet de Mayotte ;
- VU Les articles L 410-2 et L 410-3 du livre IV du Code de Commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence et le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;
- VU Le décret N° 2014-1316 du 27 décembre 2013 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de Mayotte
- VU Le décret 2007-662 du 2 mai 2007 modifié par le décret n° 2010-763 du 6 juillet 2010 relatif à la création d'un observatoire des prix et des revenus en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon;
- VU L'arrêté interministériel du 5 février relatif à la mise en œuvre du décret n° 2013-1316 du 27 décembre 2013 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

## ARRETE

### **Article 1°**

Les prix des produits pétroliers et gaziers suivants sont arrêtés le 1° de chaque mois par arrêté préfectoral :

- Supercarburants sans plomb,
- Supercarburants détaxés
- Gazole routier
- Gazole marine
- Pétrole lampant,
- Gaz de pétrole liquéfié

### **Article 2**

Le Préfet arrête les prix des éléments suivants pour chacun des produits mentionnés à l'article 1°:

- le prix maximum hors taxes des importations, hors passage en dépôt ;
- le prix maximum de passage en dépôt, hors taxes, pour les produits pétroliers, et le prix maximum de passage en dépôt et d'embouteillage, toutes taxes comprises, pour les produits gaziers;
- le prix maximum, toutes taxes comprises, de distribution au stade de gros, ainsi que la marge maximale correspondante ;
- le prix maximum, toutes taxes comprises, de distribution au stade de détail, ainsi que la marge maximale correspondante.

### **Article 3:**

Pour l'application de l'article 2-1 de l'arrêté interministériel susvisé, les cotations retenues sont celles publiées par la société PLATTS, à savoir FOB MED - Uni 10 PPM pour les supercarburants sans plomb, Arab Gulf FOB - gasoil 0,05 pour les gazoles et Arab Gulf FOB - Kero pour le pétrole, franco à bord et du cours moyen du dollar, sur une période de 15 jours ouvrés et cotés, commençant le 1° jour du mois précédent. Le cours du dollar est le cours publié au Journal Officiel de l'Union Européenne.

Pour l'application des articles 2-2 et 3-2, les honoraires, primes non cotées, frais de trading résultant des contrats en cours sont pris en compte par le préfet sur présentation de justificatifs pertinents, notamment les factures et contrats et, le cas échéant, les documents relatifs au déroulement des appels d'offres. Le prix de vente des produits pétroliers et gaziers comprend en outre, sous réserve de présentation de justificatifs pertinents, les frais relatifs aux prestations portuaires et de transit qui se composent selon les produits :

- ✓ du remorquage
- ✓ du pilotage
- ✓ du lamanage
- ✓ des frais de déchargement
- ✓ des surestaries
- ✓ de la rémunération de l'agent maritime et du tiers expert

Pour l'application de l'article 2-3, en l'absence d'approvisionnement au cours du troisième mois précédent le mois concerné, les coûts du fret retenus sont constitués de la valeur moyenne, exprimée en euros, des coûts constatés au cours du mois correspondant à la dernière livraison.

Les autres éléments de coûts d'approvisionnement des produits gaziers et pétroliers sont ceux définis dans les articles 2.4, 2.5, 2-6, 3-1, 3-3 et 3-4 de l'arrêté susvisé.

#### Article 4

Le prix maximum de passage en dépôt hors taxe pour les produits pétroliers est arrêté à 9,62 € /HL.

Le prix maximum de passage en dépôt et d'embouteillage toutes taxes comprises pour les produits gaziers est arrêté à 562 euros /tonne soit 6,744 € la bouteille de 12 kg.

#### Article 5

Le prix de vente des produits pétroliers et gaziers comprend la fiscalité la fiscalité et la parafiscalité, qui se composent selon les produits de :

- ✓ l'octroi de mer ;
- ✓ les droits « Tarif Extérieur Commun » (TEC);
- ✓ la taxe spéciale de consommation
- ✓ la Redevance sur marchandises (RSM)
- ✓ le cas échéant, d'autres taxes exigibles, notamment les certificats d'économie d'énergie (CEE), les frais REACH, la TGAP dès lors qu'elles sont dûment constatées.

#### Article 6

La marge de gros maximale mentionnée à l'article 5 du décret est arrêtée aux niveaux suivants :

- supercarburants, gazoles et pétrole lampant : 11,37 €/HL
- gaz : 579 €/Tonne soit 6,948 € la bouteille de 12 kg.

La marge de gros rémunère la marge commerciale, le coût de stockage et le coût du transport et de livraison aux détaillants. Elle peut faire l'objet d'une valorisation selon les modalités prévues à l'article 8 de l'arrêté interministériel susvisé. L'évolution peut être pondérée en fonction de l'évolution des quantités globales vendues pour tenir compte des gains de productivité. Le cas échéant, le préfet peut, dans son appréciation tenir compte notamment de l'évolution de l'indice INSEE des prix des services.

#### Article 7

Pour l'application de l'article 7 de l'arrêté interministériel, la marge de détail maximale mentionnée à l'article 5 du décret est arrêtée aux niveaux suivants :

- supercarburants, gazoles et pétrole lampant : 7,13 €/HL
- gaz : 25% de la marge de gros, soit 144,75 €/Tonne et 1,737 € la bouteille de 12 kg.

#### Article 8

L'arrêté préfectoral n° 2012 - 717/ DIECCTE du 31 août 2012 portant réglementation du prix du gaz de pétrole liquéfié dans le département de Mayotte est abrogé.

#### Article 9

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la Préfecture de la Mayotte, la directrice de la Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi sont chargés de l'application du présent arrêté.

Le Préfet

Jacques WITKOWSKI





## PREFET DE MAYOTTE

Le Préfet

**ARRETE N° 2014 – 1721**  
réglementant les prix des produits pétroliers  
dans le département de Mayotte pour le mois de février 2014

LE PREFET DE MAYOTTE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU La loi n°2001-616 du 11 juillet 2010 relative à Mayotte ;
- VU La loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;
- VU Le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU Le décret du 31 janvier 2013 du Président de la République française nommant Monsieur Jacques WITKOWSKI, préfet de Mayotte ;
- VU L'article L 410-2 du livre IV du Code de Commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence et le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;
- VU Le décret 2007-662 du 2 mai 2007 modifié par le décret n° 2010-763 du 6 juillet 2010 relatif à la création d'un observatoire des prix et des revenus en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon;
- VU L'arrêté inter-ministériel relatif à la mise en œuvre du décret n° 2013-1316 du 27 décembre 2013 ;
- VU L'arrêté préfectoral n°2014-1720 portant réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de Mayotte

Sur proposition de M. le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

## ARRETE

**Article 1 :** Dans le département de Mayotte, le prix de vente maximal de certains hydrocarbures liquides est le suivant à compter du 16 février 2014 à 0H :

Supercarburants sans plomb	1,48 €/litre
Gazole	1,30 €/litre
Pétrole lampant	0,95 €/litre

**Article 2 :** Le prix de vente maximal du supercarburant et du gazole détaxé, destiné aux professionnels de la mer, est le suivant à compter du 15 février 2014 à 0H :

Mélange détaxé	1,00 €/litre
GO marine	0,96 €/litre

**Article 3 :** Ces prix de vente maximum se décomposent comme suit :

€/litre	Essence	Gazoles	Pétrole lampant	Mélange détaxé	GO marine
Prix maxi HT des importations	0,65	0,67	0,66	0,65	0,67
Prix maxi HT du passage	0,0962	0,0962	0,0962	0,0962	0,0962
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de gros dont Marge maximum de gros : 0,1137	1,41	1,23	0,88	0,93	0,89
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de détail dont Marge maximum de détail : 0,0713	1,48	1,30	0,95	1,00	0,96

**Article 4 :** L'arrêté préfectoral n°7247 du 30 décembre 2013 est abrogé.

**Article 5 :** Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la Préfecture de la Mayotte, la Directrice de la Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi sont chargés de l'application du présent arrêté.

Le Préfet

  
Jacques WITKOWSKI